



Union  
syndicale  
**Solidaires**



# Pour l'augmentation des salaires, des pensions et des indemnités Contre la casse du code du travail, les lois Rebsamen et Macron

**T**ravailler plus pour gagner moins, c'est la devise que le gouvernement essaye d'imposer à la demande du patronat. L'entreprise SMART en Alsace a clairement montré où voulaient en venir le patronat et le gouvernement : augmenter le temps de travail à 39h00 sans augmenter les salaires en conséquence par un accord d'entreprise prétendument pour maintenir l'emploi jusqu'en 2020.

C'est la mise en pratique de la loi Macron et de la loi sur la sécurisation de l'emploi de 2013. Mais ce genre d'accord qui ne bénéficie qu'aux patrons risque de se multiplier si le code du travail est charcuté comme le préconise le rapport rendu au gouvernement ce mois-ci.

C'est pas la première fois que les entreprises font du chantage à l'emploi contre des baisses de salaires ou des augmentations du temps de travail. On sait où ça mène au bout du compte : les salariés acceptent les sacrifices et finalement l'entreprise ferme quand même, comme à Goodyear ou Continental.

Ce n'est pas les salariés qui coûtent chers à la société, ce n'est pas le coût du travail qui est trop élevé ! C'est le coût du capital qui plombe l'économie et notre capacité à vivre dignement avec les moyens suffisants pour toutes et tous.

Dans le même temps, les services publics, comme les hôpitaux, l'Education nationale ou à la SNCF, subissent des coupes sombres budgétaires et une pénurie de personnel dans un contexte de libéralisation et de privatisation tout azimut.

Au premier semestre de cette année, les entreprises du CAC40 ont enregistré 38 milliards de profits, et les dividendes versés aux actionnaires continuent d'augmenter malgré la crise – ils ont reçu 56 milliards d'euros en 2014, ce qui représente une hausse de 30%. Les entreprises reçoivent près de 250 milliards d'euros d'aides diverses en pure perte puisqu'elles n'embauchent pas. Et tout ça sans compter les dizaines de milliards de la fraude fiscale et à la protection sociale

Autant d'argent qui pourrait servir à embaucher dans le privé comme dans le public, à augmenter les salaires, à renflouer les différentes caisses de la protection sociale tout en améliorant les prestations.

Mais non ! Ce gouvernement sert les intérêts des capitalistes, des banquiers et des actionnaires. C'est toujours à nous, salariés, précaires, chômeurs, retraités, etc. de faire des sacrifices. Ça suffit !

**Toutes et tous en  
Grève  
le 8 octobre  
et en  
Manifestation  
14h30 place Dombasle**

**Organisons dans toutes les  
entreprises et services publics des  
assemblées générales du  
personnel pour préparer la jour-  
née de grève et la manifestation**

**AG intersyndicale de militants  
après la manifestation à l'UD CGT**